# « Un long chemin vers l'émancipation : les filles et l'école à Rennes, 1870 – 1970 »

# Conférence par Histoire du Féminisme à Rennes – 09/04/26

**Ce document est la transcription intégrale de l'enregistrement de la conférence.**

## CONTEXTE

Jusqu'à la mixité scolaire généralisée à la fin des années 1970, garçons et filles étaient le plus souvent instruits séparément. Les filles n'avaient pas les mêmes possibilités d'accéder au savoir car dans la société patriarcale, le système éducatif les préparait essentiellement à tenir leur rôle de futures épouses et mères.
À Rennes, malgré les lois scolaires en vigueur, les résistances ont été particulièrement fortes pour créer un réseau public d'écoles et un lycée à destination des filles.
Aussi est-il important de relater l'histoire rennaise de la scolarisation des filles, du primaire à l'université et de mettre l'accent sur les femmes pionnières de l'enseignement dans notre ville.

*La conférence sera animée par les autrices d'un livret sur ce thème de « l'instruction des filles »; elles sont engagées au sein d'Histoire du Féminisme à Rennes-HFR, association qui promeut l'histoire locale, rennaise principalement, des luttes pour les droits des Femmes.*
*Il s'agit de transmettre l'histoire collective des grands combats féministes mais aussi des trajectoires individuelles de Rennais et de Rennaises : intellectuelles, artistes, ouvrières, militantes...*

@

# TRANSCRIPTION

***Ce document est la transcription intégrale de l'enregistrement de la conférence. Cet enregistrement est protégé par le droit de la propriété intellectuelle. Aucune réutilisation ne peut en être faite sans l'accord de l'auteur.***

*[Introduction par Violaine Tissier-Le Nénaon]*

Bienvenue aux Archives municipales de Rennes, je suis ravie de vous accueillir pour cette soirée en présence de toutes ces femmes de l'association Histoire du féminisme à Rennes que je remercie vraiment beaucoup d'être là et qui vont nous présenter un travail de deux ans pratiquement de recherche sur l'éducation des filles à Rennes. Je suis vraiment ravie qu'elles puissent vous présenter l'état de leurs travaux ici aux Archives municipales, qui ont été un des lieux de leurs recherches.

Voilà, je vais m'arrêter là parce que ce n'est pas moi qui suis normalement censée parler ce soir. Je vais donc laisser la parole à Françoise Tyrant, Catherine Debroise, Françoise Soulimant et Catherine Guy, que je remercie encore d'être là pour nous présenter cette conférence, « Les filles et l'école à Rennes, 1870-1970 ».

*[Oratrice : Françoise Tyrant]*

Alors bonsoir à toutes et bonsoir à tous. Alors nous, on est quand même que quatre personnes ce soir. En fait on est cinq dans le groupe de travail et on appartient, on est adhérents de l'association **Histoire du féminisme à Rennes** dont vous trouverez, dont on vend des ouvrages à l'entrée puisque à l'origine de cette association, c'est deux personnes, Patricia Godard et Lydie Porée, qui ont écrit un ouvrage sur les luttes féministes à Rennes. Cet ouvrage s'appelle **« Les femmes s'en vont en lutte, Histoire et mémoire du féminisme à Rennes »** dans les années 1965-1985. Donc le but de cette association, depuis une quinzaine d'années maintenant, effectivement, c'est de rendre visibles les invisibles, ce qu'étaient les femmes pendant très longtemps. Donc on s'intéresse à la fois à des femmes militantes, féministes, des femmes

@

ouvrières, des femmes qui ont mené des grèves, par exemple, mais aussi qui se sont battues pour un certain nombre de sujets, mais aussi des femmes plus anonymes. Donc on a travaillé sur les femmes dans le procès de Dreyfus, comme sur la présentation de Colette Cosnier qui était une femme communiste et féministe. On fait différentes choses, on fait des conférences, comme ce soir Archives de Rennes, et des déambulations dans les rues de Rennes pour raconter l'histoire de la ville, version féministe. Donc ça c'est notre objet.

Donc depuis deux ans, on a travaillé sur ce thème de l'éducation, l'accès des filles à l'instruction comme un levier d'émancipation des femmes. Et donc ça a donné lieu à ce petit livre qu'on vous distribuera à la fin de la rencontre. Et donc ce petit livre, son édition a été soutenue par la Ville de Rennes et par le Conseil départemental que l'on remercie. Et pour faire le tour des remerciements, on remercie le personnel des Archives parce qu'on était assez néophytes, on n'est vraiment pas des historiennes, on est juste des personnes passionnées par le sujet. Et donc, on remercie le personnel d'avoir été d'un grand secours à des moments où on ne connaissait pas du tout les règles d'accès et de fonctionnement.

Donc voilà, le thème de l'éducation en général a été très traité, vous trouverez pas mal d'ouvrages sur le sujet, mais en général c'est l'éducation sur un mode neutre, un neutre qui est plutôt masculin. Donc sur la distorsion fille-garçon, nous on n'a rien trouvé, enfin très, très peu de choses, que ce soit dans les bibliothèques ou que ce soit à l'université. Cela nous a un peu interrogées, et donc motivées à poursuivre. Et donc pour nous, comme l'instruction des filles s'est déployée dans un contexte de préjugés, de stéréotypes, et d'entretien des inégalités de genre, et bien, on s'est attelées à cette ambition.

Donc on va couvrir un siècle, on démarre en 1870, juste avant les lois Ferry, et on va poursuivre jusqu'en 1975. Donc un siècle, ce qui correspond à une génération. En1975, c'est la mixité généralisée, dans le privé et dans le public et dans tous les cycles scolaires. Voilà, donc ça a pu démarrer au préalable, mais en 1975, on peut imaginer que l'offre scolaire est mixte, donc ça n'a

@

que 50 ans ! Et au préalable, du primaire à l'université, c'était relativement différent. Donc on pense aussi que les années 1970, c'est une période charnière pour les droits des femmes. Elles obtiennent quelques évolutions dans les droits pour lesquels elles luttaient depuis plus d'un siècle.

Donc ce qui nous a aussi fait réfléchir à ce sujet, c'est **la situation des femmes afghanes.**

*[Oratrice : Catherine Debroise]*

Si vous voulez, je vais vous lire ce qui est écrit derrière, là, derrière moi. C'est une dédicace aux femmes afghanes. « L'Afghanistan ou l'interdiction d'apprendre. Septembre 2021, le choc. Les talibans interdisent l'accès à l'éducation aux filles de plus de 12 ans. Ce n'est hélas que le début de l'enfer où tous les droits leur seront refusés. Aucun pays ne peut progresser si la moitié de sa population est laissée pour compte. C'est Catherine Roussel qui dit ça, la directrice générale de l'Unicef. Et pourtant, les Afghanes luttent et risquent leur vie pour aller étudier dans des écoles clandestines. Ne les oublions pas et n'oublions pas les millions de petites filles qui, dans le monde, n'ont pas accès à l'éducation. »

*[Oratrice : Françoise Tyrant]*

Donc ça a été un peu notre point de départ et on va revenir à **Rennes en 1870**. On était sur une situation qui était quand même aussi très difficile pour les petites filles qui voulaient apprendre. Les femmes n'avaient aucun droit politique et le système éducatif formait les enfants pour s'intégrer dans cette société patriarcale. Donc les filles avaient un temps de scolarité beaucoup plus court et moins dense. On disait « il faut s'adapter à leur nature fragile ». C'était le terme à l'époque. Et donc le peu qu'elles sont scolarisées, elles le seront par des femmes, ont des enseignants, le peu qu'elles seront scolarisées ce seront par des femmes, les enseignantes, et donc les garçons eux, auront des maîtres. L'école est à la fois organisée par sexe et par classe sociale. Ce sujet-là, on va l'évoquer un tout petit peu quand on sera sur le secondaire. Donc, on va

@

évoquer successivement l'offre scolaire pour du primaire à l'université. En commençant, parce qu'il y a été longtemps pour les filles, la seule offre, **l'instruction dans les établissements privés.**

*[Oratrice : Catherine Debroise]*

Donc voilà, moi je vais vous parler de **l'emprise de l'église catholique sur l'éducation des filles**. En 1870, la France, comme vous le savez, est une société très patriarcale. Aux hommes, le dehors, la vie publique. Aux femmes, le dedans, la vie familiale. Les femmes sont sous la tutelle de leur père, puis de leur mari. Elles n'ont aucun droit civil ou politique. En Bretagne, le catholicisme est très présent. La religion et la morale catholique imprègnent tous les comportements. Il faut également rappeler qu'à cette époque, c'est la région la moins éduquée de France : 60% des Bretons sont analphabètes en Haute-Bretagne et 73% en Basse-Bretagne, où le breton est la langue majoritaire. Et même si l'État a commencé à structurer l'instruction par différentes lois, notamment les **lois Guizot** des 1833 et 1850, ce sont majoritairement des écoles publiques pour les garçons qui seront ouvertes. L'instruction des filles reste déléguée aux nombreuses **congrégations religieuses** qui sont très actives. Rennes n'échappe pas à ce scénario, la ville va peu investir en matière d'éducation. Quelques établissements publics existent pour les garçons, dont le **Lycée** qui a ouvert dès 1803. C'est l'actuel lycée Émile-Zola qui était avenue de la Gare. Mais, pour les filles, elle s'appuie sur la trentaine de congrégations religieuses qui existent à ce moment-là. Sûrement par conviction, mais aussi sans doute par économie, car pour la municipalité, le coût est bien moindre. En effet, les ordres disposent de dons et de legs, ainsi que des facilités de la vie communautaire. Il n'y a pas de nécessité de payer les sœurs, ni de leur proposer un hébergement. Il faut souligner également que les objectifs pour la société de l'époque sont très modestes en ce qui concerne les filles. **L'important, c'est de les préparer à être de bonnes épouses qui élèveront leurs enfants dans les principes moraux et religieux**. Les matières de base sont enseignées, quand même, la lecture et l'écriture, mais également la religion qui tient une grande place et les travaux d'aiguille, comme la couture et la broderie.

@

Alors, je voulais vous parler quand même du personnage qu'on voit là. Là on voit les petites filles qui étudient, mais à côté on voit un personnage qui a été très important à l'époque sur la ville de Rennes, c'est l'archevêque **Monseigneur Godefroy-Brossay-Saint-Marc**. C'est un personnage qui avait, comme je l'ai dit, une grosse importance et une autorité incontournable de 1840 à 1875. Il est très impliqué en matière d'instruction et il a une grande ambition, principalement pour les garçons. C'est lui qui a fait construire le premier lycée privé catholique de Rennes, le **lycée Saint-Vincent**, qui est aujourd'hui le lycée Jean-Macé, mais qui sera déplacé après rue de Paris. Mais pour les filles, il soutient aussi la venue d'ordres de sœurs enseignantes et il impose aussi une formation aux directrices des établissements. Parce qu'il faut savoir qu'on demandait peu aux bonnes sœurs enseignantes. Les frères enseignants avaient l'obligation, comme tous les instituteurs, d'avoir un **brevet de capacité**. C'était exigé pour les garçons. Mais pour les filles, il suffisait d'une **lettre d'obédience** de la hiérarchie. Les convictions spirituelles et les engagements semblaient suffisants. Les institutions religieuses vont progressivement proposer aux familles des cycles complets, de la maternelle au post-primaire, puis au secondaire et enfin jusqu'au baccalauréat.

Alors là, on voit les pensionnats qu'on avait à Rennes : celui du **Sacré-Cœur** qui était boulevard de Sévigné, et l'autre, c'est le pensionnat de **Sainte-Geneviève**, qui était rue Ginguené, qui avait été construit un peu dans les faubourgs pour permettre aussi aux jeunes filles qui venaient de l'extérieur d'être internes à Rennes.

Voilà, dans le livret qu'on vous donnera tout à l'heure, on détaille trois établissements. D'abord, **l'Adoration**, qui a été le plus ancien établissement scolaire rennais, qui a été créé dès la fin du 18e siècle, rue d'Antrain. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'une école primaire annexe au bâtiment principal. Le bâtiment principal est devenu une résidence senior. L'institution était suffisamment importante pour que lors de la visite de Napoléon III en Bretagne en 1858, l'impératrice Eugénie s'y rende, marquant ainsi son intérêt pour l'éducation des filles. Elle soutiendra d'ailleurs la

@

démarche de Julie Victoire Daubié qui fut la première bachelière en 1871. Les deux autres sites qu'on vous détaille sont **[Notre-Dame du] Vieux Cours**, boulevard de la Liberté, qui a été aussi un vieil établissement, et **Sainte-Geneviève**, puisqu'il existe une monographie sur cet établissement qui donne de nombreux témoignages sur la vie de l'établissement à cette époque-là. Voilà, en Ille-et-Vilaine, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ce sont environ 70% des filles qui sont inscrites dans les écoles privées catholiques.

Mais alors parallèlement aux écoles privées catholiques, il y a aussi des **écoles privées laïques.**

Ça, c'est la petite brèche dans le monopole des établissements catholiques au 19e siècle. Ce sont, vous en avez peut-être connu d'ailleurs, parce qu'il en existait même encore quelques-unes jusque dans les années 1950. Ce sont des **enseignantes indépendantes** qui gèrent des petites écoles contre rémunération. Elles sont souvent veuves ou célibataires et ont besoin de gagner leur vie. Certaines ont de bonnes qualifications pour être pédagogues. Elles accueillent des petits effectifs à leur domicile ou dans des locations, parfois même avec un internat. Ces écoles privées laïques sont fréquentées par des familles aisées, mais certaines sont également dites charitables, car elles reçoivent des jeunes filles démunies grâce à des aides de la commune ou de la paroisse. **En 1863, on trouve 22 écoles privées laïques à Rennes**. C'est quand même assez conséquent, même si souvent les effectifs étaient autour de 10-12 enfants. Pour attirer les familles, elles ont des stratégies commerciales. Elles font paraître de nombreux encarts publicitaires dans les journaux locaux. Par exemple, là on vous en a mis un. Je vais vous lire ce qui est écrit parce que ce n'est peut-être pas très lisible.

« Pensionnat pour jeunes filles de bonne famille, 6 rue de la Monnaie. Directrice, Mlle Gauthier, dernièrement directrice à Paris, pourvue du brevet, certificat d'aptitude pédagogique et du brevet d'anglais, 12 ans à Londres. Mesdames les directrices, reçoivent de 2 à 4 heures. »

Voilà, on en a trouvé plusieurs, et c'était vraiment une stratégie parce qu'il y avait de la concurrence. Et puis enfin, concurrencées par les écoles catholiques, puis publiques laïques, ces

@

écoles vont progressivement décliner, puis disparaître petit à petit, après la Première Guerre mondiale, et puis définitivement après la Deuxième Guerre mondiale.

Voilà, donc on va passer à un autre sujet, je passe la parole à Françoise.

*[Oratrice : Françoise Soulimant]*

Alors donc, pour **l'enseignement public**, nous venons de voir que l'enseignement catholique était prépondérant, hégémonique, à part quelques exceptions d'écoles publiques privées. La première école de garçons publique ouvre à Rennes en 1832 pour une raison très simple, c'est que s'ouvre l'École normale de garçons. Et donc c'est l'école d'application, c'est ainsi qu'elle s'appelait, l'école d'application de l'École normale de garçons. Alors malgré les lois sous le Second Empire, les lois Fallou et Durui, qui font obligation aux villes de 800, plus de 500 habitants, d'avoir une école de filles, pas d'école de filles à Rennes. La première école de filles arrive quand les Républicains arrivent à la municipalité, et elle ouvre en 1878, donc tardivement, puisque c'est 46 ans après la première école publique de garçons. Vous avez là toute la problématique qui est posée dans la différence entre l'enseignement pour les filles et l'enseignement pour les garçons à Rennes. Ce retard, on va le constater tout à l'heure, également au niveau secondaire.

Alors cette ouverture de la première école de filles à Rennes, c'est la traduction au niveau local de la volonté nationale d'émanciper les garçons et les filles avec la Troisième République. La Troisième République a un projet émancipateur et ce projet émancipateur repose sur l'instruction des enfants de la République. Alors nous connaissons tous les **lois Ferry** de 1881-1882. Elles sont emblématiques parce qu'elles instaurent l'enseignement public, gratuit, laïc et obligatoire pour tous les enfants, les filles et les garçons, de 6 ans à 13 ans. Mais en fait, ces lois Ferry s'inscrivent dans tout un projet et tout un arsenal législatif qui va de 1879 à 1886, avec différentes lois qui sont essentielles, qui sont importantes. Je vais en citer quelques-unes. Il y a la loi sur la création des Écoles normales de filles, la loi sur les Écoles normales supérieures, parce que c'est différents échelons dans une construction de l'instruction. Il y a l'enseignement primaire, certes, mais pour

@

former les enfants à l'école, il faut des institutrices, des instituteurs. Pour former les institutrices et les instituteurs, il faut des Écoles normales supérieures et on verra tout à l'heure que pour l'enseignement secondaire, il faut aussi une École normale supérieure. Donc il y a une École normale supérieure qui s'ouvre à Sèvres, une autre à Fontenay-aux-Roses, l'une pour les enseignantes des Écoles normales, l'autre pour les enseignantes des lycées, enfin des futurs lycées. Il y a aussi d'autres mesures qui sont extrêmement importantes, en particulier la laïcisation des programmes et des enseignants, avec la **loi Goblet** [30 octobre 1886] qui est une loi essentielle dans la laïcisation, c'est à dire que, dans les programmes, est enlevé l'enseignement religieux, qui est remplacé par l'enseignement civique et la morale, et les enseignants n'ont pas d'appartenance religieuse. Ils sont laïcs, ils sont représentants de l'État, ce qui est encore le cas aujourd'hui. Alors ceci annonce très précisément le projet de la République, qui reprend un peu la phrase que vous connaissez sans doute de Victor Hugo, « L'État chez lui, l'Église chez elle ». C'est la séparation qui va être confirmée par la loi de séparation des Églises et de l'État en 1905, et on verra qu'elle aura des répercussions sur les bâtiments des édifices religieux à Rennes.

Alors revenons à **l'enseignement primaire laïc, gratuit et obligatoire,** donc il concerne tous les enfants. Les arguments sont évidemment des arguments émancipateurs, mais aussi pour Jules Ferry, un moyen de soustraire les filles à l'influence de l'Église et à l'influence des religieux. Une de ses phrases dans les débats à l'Assemblée quand il a défendu le projet sur la scolarisation, c'était « il faut que la démocratie choisisse, il faut que la femme appartienne à la science ou qu'elle appartienne à l'Église ». Bien sûr, il n'envisageait pas que la femme s'appartienne à elle-même, comme on a pu évidemment l'exiger plus tard. L'instruction des filles sans la contrainte des dogmes religieux est un premier pas cependant vers l'émancipation et c'est un peu le projet de ce qu'on essaye de vous montrer ce soir. L'idéal universaliste des Républicains a des limites donc, mais nous sommes dans une société patriarcale, largement rurale et comme nous l'avons vu, imprégnée de catholicisme, particulièrement chez nous en Bretagne. Alors la tradition est

@

respectée, filles et garçons sont scolarisés dans des établissements différents. Les seules exceptions sont les classes de maternelle et certaines écoles de petites communes aux effectifs réduits. Cette séparation vaut aussi bien sûr pour les enseignants. Les femmes instruisent les filles et les petits, les hommes instruisent les garçons. À Rennes, comme dans les autres communes, le principe est bien appliqué, il n'empêche, le pensif laïc est lancé et l'instruction des filles en est un enjeu.

C'est **Edgar le Bastard**, maire de Rennes de 1880 à 1892, républicain anticlérical, sans être antireligieux, qui a la tâche d'appliquer les lois Ferry. Il y a alors 2500 petites rennaises en âge d'être scolarisées. Donc la ville transforme les écoles catholiques, comme celle du Contour Saint-Aubin, place Saint-Anne, que nous connaissons toujours, qui est très jolie, et celle de la Place Toussaint, qui a disparu. Et puis, il y aura des constructions. Par exemple, d'abord, celle du boulevard de la Tour-d'Auberge, qui n'existe plus, qui comprend un cours élémentaire et une salle d'asile. Salle d'asile c'était en fait l'école maternelle. Et puis celle de la Duchesse Anne qui va devenir l'école d'application de l'École normale de filles.

Alors en 1897, donc 20 ans après la première école, 40% des filles à Rennes sont scolarisées dans le public. Donc il y a une évolution très rapide. Et le volontarisme de la ville va se poursuivre avec la construction d'établissement à un rythme soutenu, notamment sous l'impulsion de **Jean Janvier**, maire de Rennes de 1908 à 1923. Nous allons le retrouver tout à l'heure pour le second degré. Alors Jean Janvier, c'est un républicain fervent, défenseur de la laïcité. Il s'engage dans une politique dynamique, progressiste, en faveur des classes populaires, pas seulement sur l'école d'ailleurs, sur l'hygiène aussi en particulier sur le logement et un accent est mis sur l'éducation des filles. Des groupes scolaires de belles qualités sont conçus avec des espaces et des entrées séparés pour les garçons et les filles. C'est le cas de l'école de boulevard de la Liberté que nous n'avons pas en photo et de l'école Carle Bahon qui existe toujours. En 1914, les écoles municipales

@

accueillent plus de 2000 élèves, mais l'offre du privé reste majoritaire. Progressivement, la tendance va s'inverser en faveur de l'enseignement public.

Nous avons vu que l'école est obligatoire jusqu'à 13 ans. Des élèves passent le certificat de fin d'études à 11 ans. Donc, il y a des dérogations pour qu'ils puissent aller travailler, mais il y a aussi des possibilités de continuer jusqu'à l'âge de 13 ans. Des **cours complémentaires** sont donc collés à des écoles primaires il y en aura deux pour les filles qui permettront donc d'acquérir quelques connaissances supplémentaires sans avoir vraiment des connaissances approfondies ou une formation professionnelle. Et il y aura aussi ce qu'on a appelé **l'école primaire supérieure** mais on va y revenir et vous allez savoir précisément de quoi il s'agissait. Les cours complémentaires et les écoles primaires supérieures ont parfois été appelées les collèges du peuple. Parce que comme l'a dit Françoise tout à l'heure, il y avait quand même dans l'accès à l'éducation, une différence ou une discrimination par le sexe, le genre, mais aussi par les classes sociales. Donc les cours complémentaires comme le PS vont être plutôt réservés à des enfants, des filles mais aussi des garçons, des filles de conditions assez modestes et dont l'objectif est d'obtenir quelques compétences, soit pour être de bonnes mères de famille, soit pour avoir un petit métier avant de se marier et éventuellement après en cas de divorce. Alors ces filles, sont méritantes, elles sont issues de familles modestes donc et il est mieux pour elles d'être au cours complémentaire que d'assurer des tâches domestiques à la maison où les familles sont souvent nombreuses ou alors des tâches dans les champs puisque les filles de Rennes venaient aussi de la campagne, qui était toute proche à Rennes. Elles acquièrent quelques bases administratives, je vous ai dit des formations vraiment très, très légères, mais quand même des bases administratives ou des compétences en couture, voire en cuisine. Il n'y a pas de programme, les contenus dépendent de la mairie, et uniquement de la mairie, donc ils peuvent varier. Par exemple, en 1909, un conseiller municipal insiste pour développer les cours de cuisine, arguant que grâce aux qualités de l'épouse, les hommes resteront au foyer et n'iront plus au café. La capacité d'accueil

@

des deux cours complémentaires est limitée et vite insuffisante. La ville ne fait pas le choix d'ouvrir une école professionnelle comme elle le fait pour les garçons. Vous connaissez tous le lycée Charles-Tillon aujourd'hui, qui était le lycée Laennec, et le lycée de Laennec, c'était ce qu'on appelait à Rennes « l'Indus », l'École de l'industrie qui a été ouverte rue d'Échange, et qui, après un incendie, a été transférée boulevard de Laennec. C'était une école qui était extrêmement performante et qui a formé des générations de garçons aux métiers de l'industrie, ça n'a pas été le cas pour les filles. Alors on va continuer avec cette **École primaire supérieure** qui est peut-être un petit peu mystérieuse pour vous, mais vous allez comprendre que d'une certaine manière, elle existe encore.

***Oratrice : Françoise Tyrant***

Donc c'était un terme qu'on ne connaissait pas du tout, nous l'École primaire supérieure professionnelle, EPSP. En Ille-Vilaine, il est décidé d'en faire une qui serait commune avec celle des Côte d'Armor, Côtes du Nord à l'époque, pour les filles. Et donc c'est maintenant le **lycée Jean-Macé.** Donc l'objectif, c'est, après le certificat d'études, de les préparer soit au brevet, soit au brevet supérieur. Alors il y a deux objectifs, c'est une formation généraliste plus poussée, mais c'est aussi une formation professionnelle. Donc là on est vraiment d'un niveau largement au-dessus des cours complémentaires, c'est très structuré. Et donc c'est monsieur Jean Janvier, dont tout à l'heure on vous parlait, qui vraiment tient à cette création. Donc ça va mettre un peu de temps pour s'installer. Lui, il veut faire un EPSP parce qu'il pense vraiment que la femme veut travailler et subvenir par elle-même aux nécessités de l'existence. Donc là, on est quand même dans une époque où on est conscient que c'est important. Et donc, il veut que les jeunes rennaises puissent apprendre un métier. Et donc, il va choisir comme lieu des locaux. On disait que les lois de séparation des églises et de l'État vont libérer beaucoup de locaux rennais. Et donc là ça va être dans ce qui était le lycée Saint-Vincent, qui va se libérer. Et donc il va devenir le lycée Jean-Massé : on voit des jeunes femmes en train de faire un exercice de gymnastique, dans des

@

tenues très sombres, très « adéquates » pour l'époque, c'était déjà bien ! Et donc, il va vraiment chercher à rénover ce lieu, il veut créer une école hygiéniste, gaie, accueillante et fonctionnelle. Il y a vraiment des gros travaux à faire et donc ça va finir par se retarder pour faire ces travaux, plus la guerre en 1914 (l'établissement est occupé par les Allemands) et donc finalement, il va être inauguré en 1917, mais en fait c'est à la rentrée de 1918 où les filles vont pouvoir y aller.

Dès le début il y a 300 jeunes filles qui vont être inscrites, elles arrivent sur concours, donc elles sont vraiment triées sur le volet, il faut être motivé. Elles sont le plus souvent filles d'ouvriers, d'artisans, de petits commerçants, d'employés. C'est pour ça qu'on va différencier vraiment cet établissement du Lycée dont on parlera après, puisque c'est vraiment un établissement qui est fait pour les filles de classe modeste. Donc très vite, il y a aussi un internat qui s'ouvre en 1922, ça permet d'accueillir des filles vraiment de tout le département. L'enseignement général y est très conséquent, on a à la fois des lettres, des sciences, de l'anglais, donc de la gymnastique, comme on peut le voir. Et là, on voit les locaux qui étaient quand même pour l'époque très modernes. Il y a aussi des cours de comptabilité, de commerce, de sténodactylo. Et bien sûr, les fameux travaux d'aiguille. Donc en fait, on considère que les filles qui vont sortir diplômées, pourront accéder à un métier ou à des concours de la fonction publique. Le personnel de cet établissement est entièrement féminin. La directrice, la première, Madame Berthaut, est une femme qui a fait une très belle carrière, toujours à Rennes, comme institutrice, et comme elle a de grands mérites, elle est nommée directrice. Mais on va après, progressivement, faire venir des personnes qui ont été formées dans les écoles dont parlait Françoise tout à l'heure, comme l'École normale supérieur, donc elles ont vraiment un très bon niveau. Cet établissement va toujours accueillir de plus en plus de femmes, de jeunes filles, pardon, et donc il va devenir un collège et après un lycée dans les années 1960. Dans les années 1960, c'est un lycée qui prépare au baccalauréat. Mais ça c'est très lent et ça va beaucoup évoluer. Il va prendre aussi le nom de Jean-Macé, qui est maintenant le nom de la rue également, et Jean-Macé était le promoteur d'une éducation laïque et gratuite,

@

et il fonde la Ligue de l'enseignement. Donc à partir de 1964, ce n'est plus institut pour jeunes filles, mais c'est le lycée Jean Massé qui a priori devient mixte comme tous les établissements mais pendant très longtemps, on dira de cet établissement qu'il reste un établissement féminin. Et nous avons organisé la visite de l'établissement il y a quelques semaines et en fait on a découvert qu'à Jean Massé, il y a toujours plus de filles, je crois que c'est quasiment 60% de filles encore comme si l'établissement n'arrivait pas à se débarrasser de son histoire. La mixité existe, mais il n'arrivent pas à avoir un équilibre entre les filles et les garçons, malgré l'offre d'enseignement général. Voilà, donc on va, après cette école professionnelle, supérieure professionnelle, on va vous présenter **l'École normale de jeunes filles.**

***Oratrice : Françoise Soulimant***

Alors, donc l'École normale de jeunes filles était une nécessité à Rennes. La décision de la créer est prise très vite après la loi Paul-Bert de 1879, c'est la première des lois laïques, la loi Paul-Bert. Et donc cette loi Paul-Bert impose qu'il y ait une École normale dans chaque département. Le département d'Ille-et-Vilaine vote sa création. Et elle va ouvrir en 1886, donc assez rapidement, parce qu'il y a toujours des délais, bien évidemment, pour les plans, pour la recherche de l'architecte, pour la localisation. Alors la localisation, elle est choisie pour être quand même suffisamment loin du centre-ville, pour éviter la proximité des estaminets, pour éviter aussi les contaminations, les épidémies, et pour préserver la santé des jeunes filles. Cette école, elle est un peu emblématique de ce que veut la République, c'est-à-dire en quelque sorte contrebalancer le pouvoir de l'Église. Alors elle est boulevard de la Duchesse-Anne, vous connaissez cette école puisque c'est maintenant l'institut de l'IEP de Rennes, et ce qui frappe c'est effectivement ces bâtiments majestueux et quand on s'approche on peut voir que, dans l'entrée, domine un médaillon de Minerve. Donc les jeunes filles étaient en quelque sorte protégées par Minerve et travaillaient sous les auspices de Minerve et de la Sagesse, ce qui changeait évidemment de la protection de Dieu et de l'Église catholique. Alors vous avez une photo ici, mais vous connaissez

@

ces locaux-là, bien sûr, puisqu'ils existent et ils sont tout à fait préservés. On a d'ailleurs organisé une visite récemment. Si vous ne connaissez pas ces bâtiments, ils valent vraiment le coût d'un détour. Alors dans cette école, les professeures au début sont peu nombreuses. On a vu qu'avaient été créées des Écoles normales supérieures pour les écoles primaires supérieures et pour les écoles normales. Bon, il faut que tout ce monde-là soit formé, que les écoles ouvrent, que l'école ouvre. C'était l'École normale supérieure de Fontenay-aux-roses et puis que les jeunes femmes soient formées. Elles avaient un excellent niveau, beaucoup étaient agrégées, et donc au départ, elles sont peu nombreuses. Et certaines, on va le voir, et ce sera vrai aussi pour le Lycée, certaines sont très vite, non seulement professeures à l'école normale, mais également très engagées dans la cité. C'est le cas par exemple de Mlle Dupin, qui milite pour le suffrage des femmes, et surtout de Mme Heigny, qui a été la directrice de 1887 à 1907, pendant 20 ans. Ça a été, en quelque sorte, la première directrice, puisque la première n'est restée qu'un an. Donc, Mme Heigny était très active dans la ville de Rennes. Elle était trésorière du Comité de patronage des écoles maternelles, secrétaire de l'Union des femmes de France et de la Société de secours aux blessés. Donc, c'était des femmes engagées. Et on a l'habitude de parler des hussards noirs de la République, eh bien, il y avait aussi les hussardes noires et à Rennes particulièrement, mais aussi dans d'autres villes, dans de petites villes même, où elles avaient beaucoup de mérite. Alors dans cette École normale, qui est un peu une école de l'élite pour les familles du peuple, le nombre de places mises au concours d'entrée (c'est un concours) est assez limité, et il y a peu de candidates finalement. La sélection se fait à la fois sur des aptitudes, sur des connaissances mais aussi sur les aptitudes physiques. On a lu dans des rapports d'inspection que les dossiers de certaines filles étaient refusés parce qu'il y avait une insuffisance physique. Ou alors on disait que celles qui sont robustes pourront plutôt enseigner dans des écoles à la campagne, celles qui sont un peu fragiles pourront enseigner dans les écoles, les asiles, enfin ce qu'on appelait les asiles, les écoles maternelles. Mais en tout cas, au départ, le recrutement n'est pas aisé. Et puis, une précision, évidemment, les filles, c'est une promotion, c'est une réelle promotion pour les filles. Elles sont

@

souvent issues de milieux modestes. Leurs mères ne travaillent pas. Leurs pères sont souvent ouvriers à l'Arsenal ou chez Oberthür, employés de bureau, quelquefois employés au chemin de fer et il y a aussi des filles de fonctionnaires et d'enseignants. Elles sont souvent encouragées par leur enseignante qui intervient auprès de leur famille pour qu'elles continuent leurs études. Et comme il y a un internat, d'autres filles viendront, non seulement de Rennes, mais aussi d'Ille-et-Vilaine et même parfois au-delà, puisqu'on a vu qu'au départ il n'y a pas d'École normale de filles en Côtes d'Armor. Le parcours de ces filles nous a touchées quand on a découvert leurs fiches aux Archives, parce qu'elles sont méritantes, elles sont souvent isolées et elles entreprennent leur métier comme un sacerdoce. Beaucoup d'entre elles vont rester célibataires, en tout cas dans les premières promotions.

On va vous donner un exemple parmi tant d'autres, parce que c'est une anonyme, mais en fait c'est une anonyme qui est représentative de toutes ses collègues, qui s'appelle **Léonie Ory**. C'était la fille unique d'une veuve, admise au concours d'entrée en 1893, donc vous voyez tout à fait au début de l'École normale. Son dossier précise : « de santé robuste, pas d'infirmité, bon caractère, moralité irréprochable, assez bonnes manières, sérieuse, assez intelligente, bonne élève ». Ça, c'était son dossier d'entrée. Ensuite, la directrice écrira à son sujet : « élève sérieuse, d'un caractère docile, sa conduite est irréprochable… l'intelligence de Mlle Ory est très moyenne. Elle aura un acquis suffisant pour préparer sa classe ». Ce qui nous a toujours frappé, c'est de voir que les remarques avaient trait autant ou plus à la personnalité ou au milieu familial qu'aux qualités pédagogiques. Alors, cette Léonie, elle a fait l'essentiel de sa carrière à l'école du boulevard de la Liberté, avec un cours moyen de 38 élèves, et elle ne s'est pas mariée. Voilà, elle nous semble assez représentative de ce qu'étaient ses premières institutrices. Alors ces institutrices, elles reçoivent bien évidemment, on est à l'école de la République, universaliste, elles reçoivent le même enseignement que leurs collègues de l'École normale de garçons. Avec quand même, sur leur diplôme, une mention « éducative ménagère ». Alors, bien sûr, elles vont former de bonnes

@

mères, de bonnes épouses dans l'amour de la famille et leurs collègues hommes apprennent le maniement des outils pour former de bons ouvriers ou de bons citoyens dans l'amour de la patrie, voire de bons soldats. Puisqu'on a trouvé aussi certains documents qui attestaient qu'ils pouvaient apprendre le maniement des armes ou en tout cas d'armes factices. La tenue à l'École normale rappelle celle des religieuses. Bien sûr, il ne faut pas déroger à la mentalité ambiante. Ne pas dévoiler le corps féminin, c'est la même chose qu'à l'école normale, on l'a vu tout à l'heure, les cours de gymnastique se faisaient bien sûr habillés. Et elles ont un habillement, comme vous pouvez voir, extrêmement austère. Alors la photo, c'est une photo qui date de 1886. Donc, première promotion. Et vous voyez à quel point elles sont galbées, toutes petites, toutes repliées sur elles-mêmes, les mains sur les genoux, toutes sages. Et puis, on a une photo d'une promotion de 1939-1940. Et là, on voit quand même, on voit l'évolution dans leur posture, dans leur habillement qui est clair. Elles sont beaucoup plus ouvertes et donc, on voit que les choses ont évolué. L'École normale est un lieu de savoir qui est dispensé par les femmes, donc à Rennes tout le monde s'en défie, en particulier la presse, et il y a toujours des échos par rapport à ces jeunes filles qui seraient de mauvaise vie, de mauvaises mœurs. Vous retrouverez dans notre ouvrage des citations à ce sujet-là. Après les trois années de formation, les jeunes femmes, les institutrices s'en vont dans des écoles souvent à la campagne où elles sont souvent isolées, où elles ont un devoir d'exemplarité, où elles sont regardées avec beaucoup de méfiance. Par exemple, à la rentrée de 1912, le curé, à la rentrée, dit à ses paroissiens que la jeune institutrice ne doit pas être servie chez l'épicier parce qu'elle travaille à l'école du diable, alors qu'elle-même vient à la messe. Donc c'est dire, mais ça ce sont des choses que vous avez sans doute certains et certaines entendu dire. Alors, les choses vont un petit peu s'atténuer. Il y aura des rapprochements voulus par l'Inspection académique pour que des mariages se forment. Il y aura des postes doubles. Mais il y aura toujours une morale qui sera respectée à la fois par les instituteurs et les institutrices, à partir de ce qu'on appelle le Code soleil, du nom de M. Soleil, et qui dictait en quelque sorte la conduite, non seulement à avoir dans l'école, mais aussi à l'extérieur de l'école, et je vais vous en faire une

@

citation : «  Au village, pour l'institutrice, une mise décente et sobre est de rigueur, point de coquetterie excessive, point de toilette voyante et de mauvais goût, il n'est pas question de se négliger, de ne pas se distinguer de la garde-soi. » Voilà ce qu'était la vie des institutrices. Cette Ecole normale, son fonctionnement est resté inchangé, avec l'internat, avec les études qui étaient gratuites tout au long du 20e siècle, avec une exception pendant la Deuxième Guerre mondiale. Et elle est devenue, avec la mixité, en 1979, elle est devenue mixte, puisque les filles ont rejoint l'École normale des garçons rue de Saint-Malo. Et c'est ainsi que se termine l'histoire de cette école normale de filles de Rennes.

***Oratrice : Catherine Guy***

Tout à l'heure, on vous a expliqué que les garçons avaient une proposition de formation professionnelle. Pour les filles, c'est très compliqué, mais ce qui nous a intéressés ici, c'est de voir qu'il y avait des formations professionnelles qui avaient émergé, en petit nombre certes, mais quand même marquantes, et qui se sont développées tout au long de la période qu'on a considérée, 1870-1970, et qui se sont vraiment enracinées sur le territoire. Sur la gauche, vous avez une photo qui est vraiment ancienne, que l'on date entre 1904 et 1910 pour la photo, mais c'est une école dont vous connaissez le site : c'est le lycée de Coëtlogon, qui est juste à la sortie de Pontchaillou, il y a encore un bâtiment ancien. Ce bâtiment ancien, c'est 1886, et c'est la première École de laiterie de France. Donc qui a été créé, ce n'est pas complètement un hasard, dans le bassin de Rennes, qui est un bassin laitier vraiment. Donc une femme, Marie Bodin, dont le mari avait lui créé la même chose pour les garçons à l'époque, le lycée, qu'on a appelé au longtemps Les Trois Croix (c'est aujourd'hui devenu Victor et Hélène Bach). Donc vous voyez la proximité, beaucoup de terrain et donc des animaux et ces jeunes filles, qui viennent de tout le département et auxquelles on apprend donc à travailler le lait, la crème, tout ce qui permettra de développer derrière, une paysannerie un peu moderne. La première de France, elle est là et on va trouver dans cet établissement Coëtlogon, vous voyez sur la photo de droite, toujours Coëtlogon,

@

mais cette fois-ci, on est après la Seconde Guerre mondiale, juste après la Seconde Guerre mondiale, à peu près 1955 à peu près : on voit toujours des jeunes filles paysannes, qui se destinent à l'activité agricole et qui, cette fois-ci, sont en train de travailler sur un champ. Donc, vous avez vraiment là un ensemble qui est assez cohérent de formation pour les femmes et qu'on va retrouver longtemps, c'est original, une école d'agronomie pour les filles qui, progressivement, va se rapprocher de celle des garçons et rejoindre la rue de Saint-Brieuc, ce très bel établissement qui avait été construit bien sûr pour les garçons, mais où les filles vont pouvoir arriver, et qui constitue aujourd'hui un gros campus de Rennes. Vous voyez, c'est une histoire longue et qui correspond bien au bassin rennais.

Le deuxième axe de formation professionnelle, les métiers du soin et du service. Ce qu'elles ne font pas dans leur intérieur, elles le font à l'extérieur, pour les autres. Sur la photo de gauche, vous voyez, l'ancienne école privée Saint-Vincent, devenue par la suite l'école primaire supérieure et puis le lycée Jean-Macé. Donc c'était un hôpital militaire en 1914-1918. Et sur cette photo, vous voyez une infirmière. Alors, une infirmière, mais sauf qu'il y avait donc la possibilité de créer des écoles d'infirmières depuis 1905 en France. Mais Rennes, qui avait été en avance sur la laiterie, n'était pas du tout en avance sur les autres formations. Et donc, il n'y avait pas d'école d'infirmière à Rennes. Il va falloir attendre 1925. Assez logique, il y avait 1914-18 qui était passé et on s'était rendu compte qu'on avait vraiment besoin de former à ces nouveaux métiers. Donc 1925, **école d'infirmière**, et de même qu'on vous a présenté quelques personnages parmi les institutrices, une personne qui a longtemps été la directrice de l'école d'infirmière entre 1925 et la Seconde Guerre mondiale, **Charlotte Phoyeu**, vous trouverez son nom dans le livret, donc vraisemblablement, puisqu'elle est restée longtemps, on va l'accréditer d'une bonne activité professionnelle. Mais sous d'autres noms, elle écrivait des romans ! Et non seulement elle écrivait des romans qu'elle publiait, mais elle était très active dans une association d'écrivaines. Donc vous voyez vraiment des femmes qui s'emparaient en fait de leur métier pour faire quelque chose, mais sous un nom d'emprunt

@

quand même, c'était un petit peu difficile sinon. Et puis sur l'autre photo, beaucoup plus récente celle aussi, que nous datons à peu près, comme celle de Coëtlogon, des années 1960-65, vous voyez des jeunes filles qui sont en blouse, parce qu'il y a une tenue, dans la mesure où on est dans des systèmes qui ne sont pas mixtes, il y a une tenue pour les filles. Et ces jeunes filles, on n'est pas certaine de ce qu'elles font, mais elles sont vraisemblablement dans les métiers du service et elles apprennent à être, soit en service dans l'entreprise, soit en service du commerce. Vraisemblablement ici, plutôt pour le commerce, mais il y avait bien les deux activités. Et on va voir se développer ce qu'on appelait des collèges d'enseignement technique, très spécialisés dans les activités de filles, donc des activités de services. Vous avez peut-être repéré ce bâtiment qui est juste derrière la caserne des pompiers rue François-Château. Vous avez tout un ensemble immobilier des années 2010 à peu près et au milieu, un vieux château qui avait été racheté par la ville pour pouvoir accueillir un collège d'enseignement technique dispensant des formations à ces jeunes filles. Alors là encore, pour finir, des jeunes filles d'origine modeste sur ces métiers-là. Et des établissements qui n'étaient pas de très bonne qualité. Voilà, je vais donc continuer de donner la parole pour qu'on puisse continuer à monter dans la hiérarchie scolaire et aborder la question des **lycées**.

***Oratrice : Catherine Debroise***

Je vais vous parler du lycée de jeunes filles à Rennes, du premier lycée de jeunes filles à Rennes et des fortes résistances qu'il y a eu autour de cette création. Je vous avais dit tout à l'heure que le premier lycée de garçons avait ouvert en 1803, à Rennes, c'est l'actuel lycée Émile-Zola à rennes était avenue de la Gare à l'époque. Et bien, il faudra, tenez-vous bien, attendre 1906, pour avoir une ouverture de lycée public de jeunes filles à Rennes ! Donc vous voyez, 1803 pour les garçons, 1906 pour les filles. Alors que, vous le savez sans doute, la loi Camille-Sée de 1880, demandait la création d'un établissement, d'un lycée de jeunes filles dans chaque département français. Et pour Nantes, par exemple, ou pour Brest, ça s'est fait très rapidement. Il faudra attendre 26 ans pour

@

que la ville de Rennes ouvre enfin son lycée de jeunes filles. Donc pourquoi ? Donc, ce lycée de jeunes filles, il sera dans le Thabor, c'est l'actuel collège Anne de Bretagne que vous connaissez tous sans doute. Ça, c'est parce qu'à Rennes, le lycée va cristalliser l'opposition entre les catholiques conservateurs et les républicains qui étaient beaucoup moins nombreux. Ça a été très laborieux, une histoire digne d'un feuilleton, avec des allers, des retours et de multiples épisodes où la municipalité n'a pas eu de beau rôle. Parce qu'elle est peu motivée par un investissement financier pour les jeunes filles et majoritairement convaincue, quand même, que les établissements religieux qui existent déjà en grand nombre sont suffisants. Pour donner un aperçu des résistances, je vais vous lire un extrait d'une lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine qui interpelle le maire de l'époque, qui s'appelait M. Pinault : « J'ai mis sous vos yeux la liste des lycées de jeunes filles en France et vous ai montré que Rennes, ville d'université, se devait elle-même de ne pas rester plus longtemps en retard en ce qui concerne l'enseignement des jeunes filles. » De même, le recteur s'impatiente et lui écrit : « Ne craignez-vous pas que l'entêtement de Rennes à être la seule ville de France sans un enseignement régulier de jeunes filles et le refus paradoxal des conditions financières exceptionnellement avantageuses proposées ne finissent par blesser ceux qui parlent au nom du Ministère ? »

Donc journaux ne s'en mêlent. Les nouvelles rennaises titrent « À Rennes, ville essentiellement universitaire, tout est donné à foison aux garçons. » Finalement, face à cette pression, le conseil municipal va finir par voter l'ouverture du lycée en 1906 et achète l'établissement dit du Thabor. C'était un couvent à cet endroit-là. C'est la partie haute du collège Anne de Bretagne, bien sûr. Il y a eu une création ensuite sur la rue de Paris, mais c'est la partie qui est dans le Thabor. Mais malgré tout, la création de l'internat tarde à être financé. Or, un lycée de jeunes filles, ça doit être ouvert sur l'ensemble du département et permettre à des jeunes filles venant de tous les alentours de venir s'instruire à Rennes. Et pas d'internat pendant des années et des années, parce que la ville ne veut pas le financer. Et même, ce sont les directrices successives qui vont louer elles-

@

mêmes sur leurs fonds propres, des locaux pour les internes jusqu'en 1914, jusqu'au début de la guerre. Donc on vous donne dans le livret le portrait d'une des directrices qui a été particulièrement acharnée, **Mademoiselle Ory**, qui s'est vraiment battue, c'était une combattante, elle arrivait aussi de Sèvres, mais elle était vraiment convaincue et elle a loué, elle-même, des locaux pour pouvoir accueillir des internes au lycée de jeunes filles. Mais, au bout d'un moment, elle en a eu sa claque et elle est repartie à Paris, pendant la guerre je pense, pendant Première Guerre mondiale. Mais c'était une situation presque incroyable par rapport aux autres grandes villes de France. L'internat sera enfin municipalisé en 1918, donc après la Première Guerre, mais l'établissement restera longtemps un enjeu pour les Rennais et les journaux s'en font écho. Le lycée reste vu comme un lieu de perdition dans un environnement pré-catholique. L'effectif des lycéennes sera de 200 en 1920, mais de 840 en 1939, donc elles vont atteindre le même effectif que les garçons assez rapidement. Ce qui montre que quand il y a une offre, finalement les filles s'en emparent et qu'il y avait des attentes dans les familles. Mais la fréquentation du lycée n'ouvre quand même pas toutes les portes, il ne faut pas exagérer. On n'a pas les mêmes matières enseignées au lycée de jeunes filles qu'au lycée de garçons, en particulier, on n'enseigne ni le latin ni le grec. Ce sont pourtant les matières, le graal pour pouvoir rentrer à l'université, avoir le baccalauréat. Donc les filles n'ont pas de baccalauréat à la fin de leurs études, on leur décerne un **certificat de fin d'études secondaires**. Donc il y a quand même des filles qui réussissent à avoir leur bac parce qu'elles le passent en indépendantes. Elles ont des soutiens, ce sont des filles de famille aisées en général, elles prennent des cours privés et elles réussissent avec des soutiens hauts placés à se présenter au baccalauréat. Et par exemple, à Rennes, la première rennaise qui a eu le baccalauréat l'a eu en 1873, elle s'appelle **Françoise Ribaud**. Mais entre 1861 et 1873 par exemple, il n'y a eu que 15 bachelières en France, donc à peu près une par an, alors qu'il y avait quand même beaucoup plus de garçons. Enfin, dès le début du 20e siècle, elles vont être beaucoup plus nombreuses à vouloir passer le bac en candidates libres, en indépendantes, ce qui va accélérer un peu les démarches. Et puis aussi, la première Guerre mondiale va montrer que les

@

filles ont besoin d'instruction, qu'on a besoin des femmes à un moment donné quand même, pour prendre des postes et qu'elles ont besoin d'être instruites, et de passer le bac et de pouvoir entrer à l'université, ce qui va déboucher sur le **décret Berard** de 1924, qui va permettre aux filles de préparer le même baccalauréat que les garçons. Dans tous les établissements, on aura les mêmes matières enseignées et les mêmes matières au bac, filles et garçons. Je vous rappelle que 1924 c'était il y a juste un siècle, donc c'est pas si vieux que ça ! Le nombre de bachelières va rapidement s'accroître et dix ans après, en 1933, on comptera déjà en France près de 4000 bachelières pour 11 000 bacheliers. Et pour vous donner un ordre d'idée, j'ai regardé, ce sont 682 000 candidats qui ont été admis au baccalauréat en France en 2025. Donc un siècle après, de 15 000, on est passé à 682 000.

***Oratrice : Catherine Guy***

Donc, enfin, elles ont leur bac ! Comment la ville de Rennes, en fait, accueille-t-elle les étudiantes ? Alors, d'abord, un aparté, Rennes est une grande ville universitaire. Et ça, c'est vrai au 19e, déjà, très fortement. Jusqu'en 1961, je ne me trompe pas de date, Rennes était au centre, c'était la ville centrale d'une académie de 7 départements, c'est seulement ensuite que cela se réduit. Cela veut dire que lorsqu'on voulait faire des études en venant de ces 7 départements, la première opportunité était Paris et la seconde était Rennes. Ce qui vous explique que Rennes accueille, tout au cours du 19e siècle, et donc même avant la période qui nous préoccupe, beaucoup d'étudiants hommes, bien entendu. Mais vous connaissez peut-être l'histoire du bâtiment qui est aujourd'hui le musée des Beaux-Arts. Depuis 1911, c'est le musée des Beaux-Arts. Avant 1911 (il est construit en 1848), c'est le **Palais universitaire**, le mot est très beau en plus, et il accueille les différentes facultés qui sont donc dans cet établissement alors le nombre d'étudiants s'accroît et de ce fait, en 1911, comme je viens de le dire ce bâtiment devient musée des Beaux-arts et les différentes facultés ou écoles (à l'époque on dit écoles de médecine c'est pas encore faculté de médecine mais cela revient au même) vont s'installer dans des bâtiments libérés par les congrégations après

@

la loi de 1905, ou bien construits. Je pense particulièrement au **bâtiment Pasteur**, qui est quand même un bâtiment emblématique sur les quais de Rennes. Il est construit à la fin du 19e siècle, à la même période exactement que la Sorbonne, vous voyez. Donc on est vraiment dans une vraie dynamique universitaire à Rennes, avec des lieux spécifiques qui accueillent les différentes facultés. Voilà. Alors, cette affaire-là, ça ne nous parle pas des étudiantes. Et la particularité du cas des facultés et écoles françaises, à la différence du monde anglo-saxon et aussi du monde de l'Est avec la Pologne, je parle de la Pologne parce qu'évidemment je ne peux pas ne pas parler de Marie Curie qui est venue faire ses études en France, c'est qu'il n'y a pas d'interdiction faite aux femmes de rentrer à l'université. Il n'y a ni interdiction ni *numerus clausus*. Quand on se pose des questions, quand on lit des articles, on pense que c'est parce qu'au moment de la création des facultés, personne n'imaginait que des filles puissent aller à l'université. Et donc il n'y a pas d'interdiction, alors que dans le monde anglo-saxon, on a un système universitaire pour les filles et un pour les garçons. On a des universités de femmes. Nous, nous n'avons pas créé ça, mais ça permet d'expliquer, ce n'est pas beaucoup le cas à Rennes, mais c'est le cas à Paris, qu'il y ait pas mal d'étrangères dans ces fameuses pionnières, c'est le mot qu'on a choisi. Et les étrangères, oui, elles viennent à Paris parce qu'elles ne peuvent pas aller dans leur propre pays. Et c'est bien sûr, évidemment, le cas de Marie Curie. Donc, il va y avoir des filles qui vont donc arriver en France, dans les universités, qui vont côtoyer les garçons. Et là, c'est la même remarque que celle que nous faisions tout de suite sur les lycées. À partir du moment où c'est ouvert, à partir du moment où on peut venir, eh bien, les femmes des classes supérieures, donc jamais en très grand nombre, on est d'accord, on est sur des volumes, je vais vous en donner un, un effectif qui va surprendre peut-être, on est très satisfait d'observer qu'il y a 500 filles étudiantes en 1933 à Rennes, au moment où est construite tout près d'ici la cité universitaire de filles Jules-Ferry. Et 500, c'est beaucoup ! Alors évidemment, on ne va pas comparer à aujourd'hui, bien entendu. C'est vraiment un effort de la municipalité qui, à ce moment-là, a compris qu'il fallait faire, en quelque sorte, un quartier étudiant aussi accueillant pour les filles, qui leur permette de suivre des études. Et donc,

@

la **cité universitaire Jules-Ferry** est construite en 1933. Et ce qui est vraiment intéressant, c'est qu'elle est même construite avant celle des garçons du boulevard Sévigné. C'est presque simultané, ce sont les mêmes architectes qui y travaillent. Mais c'est quand même intéressant d'observer ça, avec également un ensemble universitaire qui est assez mixte puisqu'il y a des terrains de sport où les filles vont pouvoir pratiquer. Et il y a même l'ancêtre de l'Union nationale des étudiants de France, l'AGER, l'Association générale des étudiants de Rennes, qui accepte d'avoir des filles en son sein. Donc c'est vraiment un point important, le fait qu'il n'y ait pas eu d'interdiction, eh bien, il y a eu vraiment un mouvement vers les facultés. Mais, une chose est de commencer ses études, une deuxième chose, et nous avons vraiment pu vérifier là au niveau des effectifs que c'est un vrai problème, une chose est de les finir. Et ce n'est pas du tout la même chose pour les femmes. Parce que quand on est en 1920 et jusqu'en 1970-80, eh bien on est jeune, on est à l'université, on rencontre un conjoint qui va nous plaire et puis il y aura mariage et bébé. Ni contraception, ni IVG. Et donc un taux d'arrêt très important des jeunes femmes. Elles commencent les études, elles ne finissent pas beaucoup. Alors, celles qui vont continuer leurs études, il y en a, je vais vous citer quelques noms, soit, et c'est le cas le plus fréquent, c'est parce qu'elles sont restées célibataires et que donc elles ont investi toute leur énergie et qu'elles ont construit leurs compétences, et on voit de beaux parcours de femmes, quand on parle d'émancipation, qui sortent de l'enseignement, pour vraiment diffuser une autre manière d'appuyer les carrières des femmes avec les « Sœurs optimistes » par exemple qui est une association un peu type Rotary Club mais pour les filles. Donc, on trouve des femmes célibataires très engagées et puis, on trouve aussi des beaux portraits de femmes qui sont soutenues par leurs conjoints, des conjoints qui sont dans le même domaine qu'elles et qui vont leur permettre de faire une carrière universitaire. Mais on est vraiment sur le petit nombre. Et il faut avoir des épaules assez solides parce que l'environnement masculin des collègues n'est pas très soutenant, on va dire.

@

Et puis je voulais finir sur quelques trajectoires exceptionnelles. Alors entre le moment où nous avons fait ce travail et aujourd'hui, il y a eu une initiative prise à propos de la Tour Eiffel. Vous avez peut-être vu que sur la Tour Eiffel il y a les noms de 72 chercheurs scientifiques inscrits depuis l'Exposition universelle, je crois. Il y a aujourd'hui le projet de 72 femmes scientifiques dont le nom va être inscrit sur la Tour Eiffel. Parmi ces trajectoires exceptionnelles, il y en a une dont vous trouverez la trajectoire dans notre document, qui était mathématicienne à Rennes et qui s'appelle **Marie-Louise Dubreuil-Jacotin**. Elle a vécu entre 1905 et 1972. Son nom sera inscrit sur la Tour Eiffel. On avait construit le document avant avec deux belles trajectoires : celle de Mme **Charlotte Béquignon-Lagarde** qui est la première magistrate de France, qui était donc professeure juste derrière ici à la Faculté de droit qui à l'époque n'était pas là évidemment, elle était place Sainte-Melaine dans le beau bâtiment ancien sur la place Sainte-Melaine et elle est devenue la première magistrate de France. Et puis, à côté, Mme **Jane Aubert-Krier**, première agrégée de droits, docteure d'une thèse de droit orientée vers l'économie, car elle n'est pas distincte du droit à l'époque. Et ensuite, elle va créer l'Institut de gestion de Rennes, qui est tout près d'ici, dans la rue Jean-Macé également, un ancien orphelinat catholique pour garçons. Donc, des belles trajectoires de femmes qui ont été soutenues en fait. Dans les deux cas, ce ne sont pas des femmes célibataires alors que le cas de femmes célibataires était le plus courant.

Une image de fin, pas une conclusion, mais une image de fin avec un atelier à l'université et un amphi d'université, ce sont des photos qui viennent de l'université Rennes 2, et qui nous montrent évidemment une mixité réelle. Et évidemment la question qui est derrière c'est, est-ce que la mixité signifie l'égalité ? Bien sûr, on sait qu'il y a beaucoup d'éléments qui vont nous faire hésiter là-dessus, puisque les stéréotypes restent très, très marqués. Dans les universités littéraires comme Rennes 2, avec une orientation littéraire, beaucoup de femmes, tandis que dans les universités plus technologiques, et en particulier dans les domaines qui aujourd'hui sont les domaines qui conduisent vers le pouvoir, c'est-à-dire tout ce qui est autour du numérique, les femmes sont

@

nettement moins représentées. Toute cette volonté de se battre et de continuer à se battre pour acquérir l'égalité et les compétences permettant d'agir, parce que le numérique c'est les compétences permettant d'agir sur le monde à venir. Donc nous sommes en confiance, on a fait ce travail qui a bien permis de voir la progression. Donc on espère que ça vous a intéressé et que vous aurez des questions à nous poser. Merci.